



HAL
open science

Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ?

Olivier Orain

► **To cite this version:**

Olivier Orain. Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ?. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2009, 76, pp.137-156. halshs-00455437

HAL Id: halshs-00455437

<https://shs.hal.science/halshs-00455437>

Submitted on 10 Feb 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écrire sur 68 en *spécialiste*, tournant ou accomplissement ?

Olivier Orain*

Ouvrages commentés

ARTIERES, P. & ZANCARINI-FOURNEL, M., dir., *68 : Une histoire collective, 1962-1981*, La Découverte, 2008.

AUDIER, S., *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, La Découverte, « Cahiers libres », 2008.

DAMAMME, D., GOBILLE, B., MATONTI, F., PUDAL, B., dir., *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier, 2008.

GOBILLE, B., *Mai 68*, La découverte, « Repères histoire », 2008.

LOYER, E., *Mai 68 dans le texte*, eds Complexe, « Histoire du temps présent », 2008.

ZANCARINI-FOURNEL, M., *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Le Seuil, « L'univers historique », 2008.

Une caractéristique bien connue de la production (livresque, mais pas seulement) sur « Mai 68 » est son rythme décennal¹, au gré de revisites d'un « *objet si peu commémorable* » (Rioux, 2008 : 4) qu'il faut le prétexte de circonstances calendaires pour les voir se multiplier. Dans cette profusion qui rime vite avec saturation, l'actualité éditoriale mélange dans un « *grand bazar* », selon l'expression de Daniel Cohn-Bendit, les contributions nouvelles et les rééditions, plus ou moins revues, y compris les plus insolites (Debray, 2008), les travaux les plus exigeants et les essais à tempérament². Toute la question serait de savoir si les bilans de recherche proposés à l'orée d'un improbable quarantième anniversaire ont affermi non seulement la connaissance de la période mais aussi la possibilité de s'en distancier.

De fait, la construction de Mai 68 en objet d'investigation se heurte à une multiplicité d'obstacles, liés à un sentiment persistant de proximité de l'événement que met en perspective son pouvoir idéologique clivant, le tout produisant chez certains cet aveu qu'on « *ne se trouve pas, devant Mai, face à un objet d'histoire accompli* » (Delorme, 2008 : 62). C'est que l'événement n'a cessé de stimuler deux genres plus ou moins complémentaires (et populaires) qui rendent pour partie inaudibles les contributions savantes : la *biographie* (dont les exemples canoniques seraient d'une part Hamon & Rotman, 1987 et 1988 et d'autre part Cohn-Bendit, 1975 et Guillebaud, 1978) et l'*essai à la française* (proliférant dès 1968, avec ces jalons fameux que sont Debray, 1978, Ferry et Renault, 1985, Hocquenghem, 1986). Qu'il soit « générationnel » ou « auto », témoignage unique ou mise en série, l'exercice biographico-testimonial adopte une posture plutôt favorable, voire apologétique, très largement indexée sur l'expérience recueillie (*cf.* le récent Godard, 2008). La plupart du temps à charge, palliant ses faiblesses empiriques par un brio rhétorique, l'essai quant à lui réinvestit inlassablement la charge symbolique associée aux Événements dans un dispositif idéologique dont l'épaisseur argumentaire s'avère souvent ténue.

Les ouvrages analysés ici, conçus sur des périodes souvent longues et publiés légèrement en amont des manifestations diverses ayant égrené le printemps 2008, traduisent une volonté plus ou moins offensive de reprendre la main de la part de (collectifs de) chercheurs face au « *flot* » presque ininterrompu depuis quarante ans d'une « *impressionnante mise en discours, à la fois journalistique, [...] littéraire, photographique* » (Artières et Zancarini-Fournel, 2008 : 7). À la fois circonstanciels et de longue haleine, vulgarisants et savants, ils s'inscrivent dans le sillage d'entreprises déjà anciennes³ et se font l'écho des résultats de nombreuses thèses, dont certaines ont fait date⁴. Ils contribuent à faire émerger plusieurs figures de *spécialiste de l'objet historique « 68 »*,

* Chargé de recherches au CNRS, géographe, historien et épistémologue de la géographie (et des sciences humaines), UMR Géographie-cités (Paris).

ce qui constitue assurément une innovation dans un champ demeuré longtemps profane, au sens où l'on n'y constatait pas jusque alors de stratification des discours fondée sur des valeurs « scientifiques » mais plutôt une égalisation généralisée de l'autorité, même si certaines voix portaient davantage du fait de leur audience. À travers l'examen de dispositifs, éditoriaux et historiographiques, — dont l'ampleur et la finalité sont variables — il s'agit ici de rendre compte des opérations de publicisation d'un champ de savoir restreint mais extrêmement vif lors d'une séquence commémorative stratégique.

À un autre niveau, ces livraisons du printemps 2008 expriment un enjeu spécifique au discours savant sur l'objet. Une poignée de sociologues (R. Aron, R. Boudon, P. Bourdieu) ont longtemps conservé une sorte de monopole *explicatif* sur les Événements⁵. Or le schème de la « peur du déclassé », peu à peu substitué à celui (plus épidermique) du « grand carnaval », a un effet fortement réductionniste. Au-delà de la querelle épistémologique sur les causalités, cette lecture univoque se heurte à une exigence de réalisme empirique : la pluralité (des voix, des mondes sociaux, des expériences, des revendications, etc.) apparaît à l'examen des matériaux disponibles comme une caractéristique intrinsèque du « moment 68 » dont il faudrait pouvoir rendre compte en tant que telle. En d'autres termes, il s'agit de rendre raison d'une dynamique de foisonnement occultée par des procédures empiriquement trop sélectives. D'où un problème technique d'*écriture* de l'événement, dès lors que l'on veut en rendre compte globalement et non sous des angles particuliers.

De facto, quatre ouvrages étudiés ci-après ont cet enjeu de rendu global pour horizon, et les deux autres sont des panoramas historiographiques. La lecture qui en est faite a donc privilégié un angle formel, au détriment des contenus. Cette posture est d'abord justifiée par le fait que deux pièces maîtresses, *68 : Une histoire collective, 1962-1981* et *Mai Juin 68*, illustrent ce que Kristin Ross a diagnostiqué comme « *la tendance continue chez les historiens [de Mai 68] à mener leurs recherches sous la forme de contributions brèves, extrêmement spécialisées et ciblées, à des volumes encyclopédiques* »⁶, génératrice de mosaïques dont les contenus sont difficilement résumables⁷. L'autre aspect justifiant ce parti-pris formel est la dimension agrégative des ouvrages analysés ici, qui sont des bilans ou des sommes, avec une dimension plus ou moins vulgarisatrice. Dès lors, il est difficile (sauf dans un cas précis) d'en extraire des thèses incarnant un consensus collectif.

Par ailleurs, ce « point critique » ne se veut en aucun cas un *état de la question* sur Mai 68, exercice dont les modalités et l'ampleur sont hors de propos ici. Les panoramas historiographiques analysés (Audier, 2008 et Zancarini-Fournel, 2008) ont en revanche cette vocation, même s'ils ne visent pas l'un et l'autre la même formation discursive.

Mauvais genre ?

Dans une très ample archéologie de ce qu'il a baptisé — dans un esprit de retournement (ironique ? dialectique ?) du fameux livre de Luc Ferry et Alain Renaut (1985) — *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, le philosophe Serge Audier a opéré une spectrographie thématique de l'abondante littérature essayiste (qu'il ne désigne pas comme telle, au demeurant) dédiée à une interprétation négative des conséquences supposées des Événements. Son ouvrage est fondé sur l'idée qu'il « *faut prendre au sérieux l'hypothèse que la grande vague idéologique contemporaine contre le legs de 68 a en partie pour origine la production intellectuelle et philosophique française* » et qu'« *il se pourrait que le renouveau de la pensée politique et morale en France trouve l'un de ses moteurs dans une forme de réaction à la contestation des années 1960* » (Audier, 2008 : 16). L'un des plus grands intérêts de ce large inventaire, outre sa richesse documentaire, est de circuler au gré de chaînes thématiques et référentielles qui débordent largement le cadre français (avec deux ouvertures principales : l'Italie et les États-Unis).

On le verra, les chefs d'accusation sont assez répétitifs : nihilisme, individualisme, narcissisme, relativisme, postmodernisme, égalitarisme niveleur, débauche hédoniste, « jeunisme », destruction de l'autorité, discrédit de la « valeur travail », perte du sens de la hiérarchie, mépris pour l'« excellence », ruine de la citoyenneté, mort de la culture, destruction de l'école, ruine de la nation, etc. Surtout, à

droite comme à gauche, on voit souvent réapparaître la thèse paradoxale que les acteurs de mai 1968 ont joué un rôle clé dans le déploiement du capitalisme de la fin des années 1970, en faisant sauter le dernier verrou qui limitait le plein essor de la marchandisation du monde : celui des moeurs traditionnelles. De ce point de vue, la droite traditionaliste peut rejoindre certains segments de la gauche intellectuelle dans le procès de 68, accusé d'avoir détruit les fondations mêmes de la société. (Audier, 2008 : 21)

Pour qui n'est pas familier du corpus (posé comme hétérogène au demeurant), l'expérience ressemble surtout à une immersion prolongée dans les productions discursives des droites contemporaines. Les différents fils de ce réquisitoire à voix multiples ne suscitent guère de surprise, faute d'une démarcation avec la vulgate, dont on peut supposer qu'elle a été largement abondée par cette production (c'est d'ailleurs l'un des intérêts du livre de nous montrer les circulations entre des textes qui n'ont pas tous le même statut). L'ouvrage évoque également des postures « ultra-gauchistes » ou républicaines, non sans souligner une certaine ambiguïté : à l'instar de Blandine Kriegel, Marcel Gauchet ou Régis Debray, l'évolution politique de nombre d'intellectuels « *de gauche* » cités semble être augurée par des interprétations hostiles de Mai 68 et de ses conséquences supposées. Il permet également de souligner, avec une grande richesse d'exemple et beaucoup de finesse, une rupture dont Kristin Ross (2005) avait déjà souligné combien elle fait écran entre les « années 68 » et la période la plus contemporaine :

De fait, au tournant des années 1980, dans un contexte de crise croissante du marxisme, inséparable du crépuscule du projet communiste, on assiste à un changement du paysage intellectuel et idéologique, où les grandes figures de la pensée critique des années 1960-1970 commencent à s'effacer ou à perdre en influence, tandis que montent en puissance de nouveaux thèmes, portés essentiellement par des philosophes, qui reprennent ainsi l'initiative après que leur hégémonie eut été malmenée par les sciences sociales. Le mot d'ordre est alors celui du « retour » : retour à l'État de droit et à la philosophie politique, renaissance du libéralisme et de la doctrine républicaine, redécouverte du sujet, de l'humanisme et de la philosophie morale, etc. Le basculement d'une partie de la production intellectuelle, en particulier la plus visible dans les médias, s'est ainsi largement effectué sous le signe de l'opposition aux « maîtres à penser » des années 1960. En soi, tous ces thèmes du « retour » n'impliquaient pas nécessairement une relation quelconque au legs de mai 1968. Force est toutefois de constater que c'est bien ce qui a eu lieu. L'évolution d'une part significative de la vie intellectuelle en France est ainsi inséparable d'une transformation du regard sur mai 1968. (Audier, 2008 : 15).

L'inconvénient majeur de ce type de tableau reposant sur des « *généalogies* » multiples semble être le prix à payer pour les dresser : le respect de la pluralité des postures donne un rendu proche du kaléidoscope, au risque de se demander parfois si l'entrée choisie (le rejet du supposé « *legs de 68* ») permet véritablement d'isoler quelque chose comme une convergence tenant lieu de « *restauration intellectuelle* ». L'absence d'un index des auteurs est à ce titre regrettable, car le caractère broussailleux de la formation discursive étudiée rend les recherches de références ponctuelles fastidieuses. Sur un autre plan, ce que l'ouvrage de Serge Audier met à vif dans ces productions est un dédain empirique souvent accablant qui ne les valorise guère. Au reste, il ne se prive pas de réfuter par le menu les pierres angulaires de la « *pensée anti-68* » (à commencer par l'ouvrage de L. Ferry et A. Renaut), pointer les erreurs et les approximations, suggérer un fonctionnement presque exclusivement idéologique... Si l'on met de côté l'éventuelle efficacité d'une retraduction politique — qui n'est pas traitée en tant que telle — ces discours « *anti-68* » apparaissent sous un jour peu reluisant. Par contraste, les références à une pensée « *pro-68* » ne sont pas traitées symétriquement, mais comme des antidotes dans un processus de réfutation. Rares sont les auteurs (tel Raymond Aron, affectueusement *nuancé*) qui échappent à la disqualification. On peut supposer un effet objectif de la médiocrité du corpus, ce que validerait pour partie les citations qui en sont faites, ou redouter une procédure un peu trop à charge.

Dès lors, toute cette littérature méritait-elle un livre ? L'effort d'érudition suffirait (même mal mis en valeur, *cf. supra*) à répondre par l'affirmative, d'autant que l'on comprend mieux à quel point Mai 68 est un mythe négatif pour les droites occidentales. La force du positionnement, en revanche, interroge, tant il induit une asymétrie de traitement. Être tenté de ne se servir de lectures favorables aux événements que pour *corriger* des propos jugés caricaturaux ou infondés

pose un problème dont la solution passerait soit par un tout autre livre (embrassant la totalité de ce qui s'est écrit *sur* Mai 68), soit par un renoncement à cette tentation (somme toute marginale). D'une certaine manière, le livre publié au Seuil par Michelle Zancarini-Fournel, explore le corpus laissé hors champ par S. Audier, même s'il y a quelques points de jonction. Bien qu'assez différents, les deux livres sont complémentaires.

Explorations d'un moment savant

Le Moment 68. Une histoire contestée de Michelle Zancarini-Fournel « se propose de faire une histoire des interprétations *des* contestations dans *le moment 68* et de voir comment elles ont été analysées par différents auteurs » (p. 12 ; les italiques sont de l'auteure). En lisant ce large panorama décrivant de larges pans de la formation discursive suscitée par l'événement mais aussi les différents types de sources primaires qui pourraient l'abonder ou la corriger, le lecteur a souvent l'impression d'être invité dans les archives d'une recherche menée depuis vingt ans par une spécialiste chevronnée. Ce faisant, il bénéficie d'une présentation très informée et de vaste ampleur sur ce qui s'est écrit ou produit sur le sujet.

La construction ternaire explore dans un premier temps les « *interprétations et remémorations* », antérieures à un travail sur archives, qui ont façonné les principaux stéréotypes associés à Mai-68, « *avalanche interprétative* » ayant effacé ou dissout « *la complexité de la séquence historique* ». M. Zancarini-Fournel met l'accent sur deux schèmes simplificateurs : celui de la « *génération* » et celui d'une transformation culturelle dont 68 serait l'acmé. Succède à cette déconstruction le balayage alternatif des « *sources pour écrire l'histoire du moment 68* », qui montre l'extrême diversité et richesse des matériaux disponibles. Ceci établi, on accède à une présentation des travaux qui ont élargi le champ d'investigation ou exploité ces archives : élargissements internationaux, puis « *analyses des sciences sociales et politiques* » pour culminer dans un « *temps de l'Histoire* ».

Dans sa description des évolutions historiographiques, l'ouvrage met à jour non pas seulement un élargissement des focales vers des temporalités ou des échelles plus amples mais aussi leur resserrement vers du « micro », siège ou observatoire par excellence de la « *complexité* ». Le tout est synthétisé par une prescription de méthode géographique assez emblématique des postures de recherche contemporaines (cf. Jacob *et alii*, 2007), et en particulier du « *regain d'intérêt pour les travaux historiques qui témoignent d'une manière ou d'une autre d'une forme de sensibilité spatiale* » (Blais, 2009 : 145) :

L'attention portée à une échelle locale, voire à un individu, constitue une loupe grossissante qui permet d'aborder une question dans toute sa complexité. Le récit historique sur le moment 68 doit fréquemment recourir au changement d'échelle et à la comparaison pour examiner les spécificités et les mutations similaires dans les différents espaces politiques de la planète. (Zancarini-Fournel, 2008 : 197).

La trame fine du livre est constituée quant à elle de séquences analytiques, oscillant entre un alinéa et quelques pages, chacune étant dédiée à un article, un ouvrage ou un fonds. Fréquemment, l'auteure assortit ses analyses d'une brève séquence narrative, visant à expliciter un élément de contexte que l'on peut supposer mal connu du lecteur profane. On sort alors de l'examen historiographique pour plonger dans des fragments d'histoire, comme échappés d'un vaste récit sur la période. L'ensemble de ces lectures et récits est inséré dans un propos général qui homogénéise le tout, même si certaines coutures demeurent visibles et si l'effet « patchwork » est indéniable.

Le livre a une dimension critique non négligeable, pointant les faiblesses empiriques et les travers méthodologiques quand l'occasion s'en présente. L'exercice est assez salutaire quand il vise des baudruches aussi contestables que *La pensée 68* de L. Ferry et A. Renault ou quand il met le doigt sur les raccourcis problématiques de textes comme *Mai 68, l'héritage impossible* de Jean-Pierre Le Goff (exemples parmi d'autres). Pourtant, il est assez frappant de constater que cette posture vaut surtout pour des travaux de sociologues et de politistes. Les premiers pêcheraient souvent par des vices de procédure, tandis que les seconds ont un vocabulaire exaspérant (cf. p.

240-241). En revanche, les travaux d'historiens ne subissent pas d'arraisonnement de cet ordre et leur matériau est souvent repris sur le mode du résumé. Il en résulte un effet de plaidoyer *pro domo* et une asymétrie de traitement qui est assez gênante.

Ces deux livres confirment, malgré leurs différences, que la recherche manipulant cet objet cherche à se démarquer d'une « *vulgate n'ayant plus de rapport avec la réalité historique* » (Gobille, 2008c) et que l'effort d'historicisation passe par un examen critique des représentations de mai. L'ouvrage de K. Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, traduit en 2005, était déjà presque exclusivement cela : une relecture des interprétations de l'événement et une déconstruction de stéréotypes, pour la plupart cristallisés entre 1978 et 1988. Rappeler la contradiction d'usage entre une incessante « *réécriture de l'événement* » (Gobille, 2008c), dont la tradition essayiste est l'un des foyers, et un effort d'historicisation visant une compréhension empiriquement ajustée est un passage obligé de presque toute recherche. Et ce d'autant plus que la frontière entre exercice philosophico-littéraire et travail savant n'est ni hermétique ni linéaire : le premier a été nourri par des intellectuels « académiques » (*La pensée 68* de L. Ferry et A. Renault utilise même cette posture comme un dispositif essentiel de validation) et le second genre a parfois une allure hybride, comme en témoignent le livre de J.-P. Le Goff (1998) ou même celui de Kristin Ross (2005).

Contre l'essai, la somme ?

Le champ des discours sur Mai-68, longtemps marqué par l'égalisation et la porosité, semble donc voué à se reconfigurer, dans l'effort d'une expertise désireuse d'affirmer son ascendant : la traduction de *Mai 68 et ses vies ultérieures* de K. Ross a sans doute joué un rôle clé pour abonder l'allergie croissante des *scholars* à l'encontre de « *la façon dont les commentaires et les interprétations ont fini par vider l'événement* » (« *de ses dimensions politiques* » pour l'historienne américaine, de sa « *réalité* » pour d'autres). Dès lors, il n'est pas étonnant de lire dans la production inédite du quatrième décennat un effort important pour faire pièce à la vulgate. La sortie au premier trimestre 2008 de deux sommes, *68 : Une histoire collective, 1962-1981* (à La Découverte) et *Mai Juin 68* (aux éditions de l'Atelier), donne une forme concrète à l'antagonisme. Contre l'exercice solitaire, la pratique collective (ni nouvelle ni spécifique au demeurant) est incontournable. L'érudition déclinée en plusieurs centaines de pages fait pièce au libelle. Et qu'il faille « *s'extraire du flot interprétatif* » (pour les uns) ou « *rendre son tranchant* » à l'« *l'événement historique* » (pour les autres), c'est à l'aune d'un impératif catégorique d'historicisation — qu'il émane de la discipline et de ses représentants (tonalité de *68 : Une histoire collective*) ou de praticiens des sciences sociales (majoritairement politistes ou sociologues dans *Mai Juin 68*). Au reste, quelques contributeurs se retrouvent dans les deux livres, mais ils ne sont pas nombreux : un spécialiste d'histoire ouvrière (Nicolas Hatzfeld) et les auteurs de thèses ayant fait date dans l'historiographie de Mai 68 (Xavier Vigna, Jean-Louis Violeau).

Les périodes envisagées sont assez semblables, malgré les apparences : 1962-1981 dans un cas, 1945-1975 dans l'autre. Le découpage est similaire : il y a un « avant », un « pendant » et un « après ». Que l'on remonte jusqu'à l'après-guerre pour y déceler les signes avant-coureurs de la « *critique de l'ordre établi* » et de « *l'ébranlement des représentations de l'ordre social* » (Damamme et alii, p. 12) ou que l'on pousse vers les années de crise qui seraient « *le début de la fin* » (Artières et Zancarini-Fournel), demeure comme une évidence la structure tripartite qui permet d'envisager des prémisses, puis de faire toute sa place à la « *crise* » ou aux « *événements* » et d'en mesurer enfin l'ombre portée. Face à « *l'illusion étiologique* » (Gobille, 2008b, d'après M. Dobry) qui a fait de « *Mai 68* » un point aveugle venant expliquer telle ou telle dimension du contemporain, ce dispositif fort simple fonctionne comme une matrice régulatrice des effets narratifs : pas de généalogie possible, ni à partir de conséquences postulées ni sur la foi d'inspirations supposées.

Il conviendrait enfin de rappeler les vingt ans de capitalisation cognitive dont ces livres sont tous deux les héritiers. Si l'histoire des mouvements ouvriers français occupe une place importante dans ces deux ouvrages, si les processus conflictuels (manifestations, grèves,

occupations) sont examinés en détail, si la province a toute sa place, c'est que ces dimensions des « années 68 » ont fait l'objet d'une attention prolongée dans la tradition savante (notamment historique) d'« *exploration du mai français* » (Mouriaux, Percheron, Prost et Tartakowsky, 1992 ; Dreyfus-Armand *et alii*, 1998). Contrairement à une image d'Épinal dont la validité ne concerne que l'essayisme, quelques sociologues fameux et une certaine histoire culturelle, un vaste effort a été engagé depuis au moins vingt ans en direction de scènes sociales ou géographiques que la vulgate négligeait. Cette orientation collective a aussi inspiré des thèses, comme celle de Xavier Vigna à l'origine de *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines* (2007)⁸, à la croisée des schèmes des « années 68 » (contestation, jeunesse, élargissement du « politique », etc.) et d'une longue tradition de recherche en histoire ouvrière. L'effort d'établissement des faits sur une base extensive à l'échelle nationale, l'examen minutieux des répertoires revendicatifs saisis comme « *éléments d'une politique ouvrière* » et la mise en scène des différents protagonistes ont fait de ce travail une référence cardinale et spécialisée. On en trouve tout naturellement une reprise auctoriale dans les deux forts volumes qui nous occupent.

Panegyrique de l'histoire ?

L'ouvrage dirigé par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, *68. Une Histoire collective [1962-1981]* est sans doute le parangon de la somme sur le sujet. C'est un fort volume de 880 pages (dont 780 de texte), ayant mobilisé une soixantaine d'auteurs. Le livre s'inscrit dans la dynamique impulsée par le séminaire de l'IHTP « Les années 68. Événements, cultures politiques et modes de vie » (1994-1998), tout en y apportant des éclairages supplémentaires (dont nombre de commandes *ad hoc*), avec une inflation considérable par rapport au volume publié il y a dix ans, *Les années 68. Le temps de la contestation* (Dreyfus-Armand *et alii*, 2000) : 30 textes alors, 87 ici, sans compter le « récit » principal rédigé par Michelle Zancarini-Fournel et les seuils éditoriaux). À ceci s'ajoute un riche cahier de photographies en noir et blanc des correspondants de *L'Humanité*, donné à voir comme une iconographie alternative aux nombreux « livres d'images [...] qui font écran au discours historique et neutralisent parfois les logiques collectives à l'oeuvre dans le mouvement » (« Ouverture », p. 8).

Malgré la dimension encyclopédique du livre, l'idée de « dictionnaire » est récusée. À une « exhaustivité » non désirée est opposée la métaphore (foucauldienne ?) de la « cartographie » : « Nous avons choisi une série de points, certains connus, d'autres ignorés, qui nous apparaissaient importants pour dessiner cette carte invisible. » (« Ouverture », p. 11). Il en résulte un « paysage » produit par « la communauté des historiens », travail savant sur des archives, dont le caractère souvent inédit légitime l'acte éditorial : « Les recherches qui sont ici présentées se fondent et s'appuient sur des sources jusque-là non exploitées » (*ibid.*, p. 9). Cet argument, attendu historiographique évident, est redoublé par une insistance sur des focales posées comme innovantes (car centrées sur des matériaux individuels) ou des sites archivistiques jusque là « délaissés » ou inaccessibles.

Le dispositif de présentation est très pensé : il articule pour chacune des quatre périodes retenues (« 1962-1968 : Le champ des possibles » ; « Mai-juin 1968 : L'épicentre » ; « 1968-1974 : Changer le monde et changer sa vie » ; « 1974-1981 : Le début de la fin ») un récit « épais » (au sens de Clifford Geertz) mené par M. Zancarini-Fournel (oscillant entre 30 et 60 pages pour chaque séquence), l'évocation de quelques « Acteurs » incontournables, un double élargissement — vers des « Lieux » pluriels (souvent provinciaux) et vers des scènes étrangères conçues pour « prendre du recul par rapport à une histoire strictement nationale » (rubrique « Ailleurs ») — tandis que les articles estampillés « Traverses » « permettent d'approfondir une problématique ou un événement particulièrement central ». Le tout s'agrément d'une histoire culturelle déclinée en films emblématiques (présentés par Antoine de Baecque) et en « objets » qui incarnent une société devenue « de consommation ».

Une double logique de mimétisme et de décentrement se laisse lire derrière cet agencement sophistiqué. Le mimétisme concerne une fidélité formelle à des caractéristiques jugées typiques de la période évoquée : le foisonnement des articles est une sorte d'illustration de la pluralité des initiatives ayant alors émergé, tandis que leur caractère disparate résonne en écho à l'hétérogénéité

des ordres de grandeur des « *collectifs* » et « *mouvements* ». L'absence de hiérarchisation ou d'ordonnancement ultime des contributions s'inscrit aussi dans un geste « à la manière de ». Il y va enfin du renouvellement d'une préoccupation qui se veut foncièrement « *politique* » : « il s'agit [par exemple] de montrer comment certains éléments de la culture matérielle sont alors devenus des objets politiques » (« Ouverture », p. 13).

Le décentrement concerne la volonté résolue de faire éclater un certain nombre de *topoi* obligés de la vulgate : centrée sur un lieu (Paris et ses annexes), un groupe (les étudiants, éventuellement inclus dans l'ensemble plus vaste des intellectuels), des discours (plutôt que des pratiques), des figures (plutôt que des collectifs). En mettant souvent l'accent sur des événements provinciaux, des groupes alternatifs (les ouvriers au premier chef, mais aussi la « majorité silencieuse », les immigrés, les policiers, les juristes, etc.), des portraits d'anonymes ou de sans-grade, le livre reprend à son compte l'ensemble des efforts entrepris par des chercheurs pour redonner corps à la pluralité de mouvements sociaux dissous dans la symbolique stéréotypée d'un « Mai 68 » homogène.

Pour faire contrepoids à l'effet kaléidoscopique du dispositif, les quatre « récits » rédigés par Michelle Zancarini-Fournel (qui « pèsent » un cinquième du volume) visent une intelligibilité globale de chaque période (et de l'ensemble) et pourraient à eux seuls former un ouvrage à part entière. Pour trois d'entre eux, le terme de « tableau » serait sans doute plus approprié : leur structure interne tient de la déclinaison en thèmes, avec des effets de zoom sur des lieux (Grenoble dans la première partie, Montredon dans la quatrième) et la mise en avant de problèmes spécifiques à chaque période (« La jeunesse, un nouvel acteur collectif ? » en 1962-1968, « Libération des femmes, année zéro ? » en 1968-1974 ; « La crise comme horizon d'attente ? » en 1974-1981). Ce faisant, ils apparaissent autant comme un hologramme de l'ensemble de l'ouvrage que comme le site d'une synthèse, forcément parcellaire. Seule la partie consacrée à « L'épicentre » est effectivement et strictement un récit (extrêmement circonstancié), exercice redoutable et réussi de dépassement historien des chroniques des « événements » de mai-juin 1968.

Demeure la question du statut d'un tel ouvrage. Avec sa moyenne d'un peu moins de 7 pages par contribution (si l'on met à part le « récit » principal et les seuils éditoriaux), des écritures globalement très accessibles et souvent narratives, sa construction en « objet conceptuel », le livre semble viser un grand public cultivé, impression que renforce l'affirmation liminaire d'une volonté de « *produire un tableau le plus complet et le plus clair possible* » (« Ouverture », p. 7). À certains égards, on pourrait également y voir un panégyrique de l'abord historique le plus contemporain. Et si le souci de « *s'affranchir du commentaire* » (*ibid.*, p. 8) semble à la fois une exigence éthique et une façon de faire pièce au « *folklore* », c'est peut-être aussi la pierre d'achoppement pour une lecture soucieuse d'une interprétation du sens (fût-il difficile à cristalliser, voire impossible à singulariser) de cet « *événement monstre* » (comme l'avait qualifié Pierre Nora). Emblématiques de cette suspension interprétative, les « portraits » réalisés par Philippe Artières, textes les plus courts du volume, sont ce qu'il y a de plus frustrant dans le projet, tant il est difficile de saisir en quoi l'exercice apporte un ordre nouveau de connaissance.

Retravailler le sens

Par bien des aspects, l'ouvrage collectif *Mai Juin 68*, co-dirigé par Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal aux éditions de l'Atelier, offre des partis-pris éditoriaux contraires à ceux que l'on vient d'évoquer. Le gabarit est plus modeste (on peut estimer le volume de signes à environ 60% de l'autre), avec une focalisation exclusive sur la France. Ici, pas de dispositif formel recherché, ni d'encylopédisme ambivalent ; en revanche des textes plus longs, relevant d'une écriture savante. Dans l'introduction, B. Gobille précise : « Cet ouvrage résulte d'un travail collectif de longue haleine, ponctué de réunions et de discussions nombreuses autour de ses contenus comme de son architecture. » (p.16). Ce qui pourrait sembler une déclaration de principe assez évidente apparaît à la lecture de l'ouvrage dans son ensemble comme l'évocation discrète d'un travail éditorial remarquable : un important système de renvois

croisés et d'appuis intertextuels fait du livre bien davantage qu'une collection de contributions, une œuvre collective de plein exercice.

Un certain équilibre a été observé entre « l'avant » (intitulé « *Crise des rapports d'autorité, trajectoires critiques et formes symboliques* »), « L'événement » proprement dit et « l'après » (« *Subversions en pratiques* »). Le spectre des questions abordées est nécessairement plus restreint, avec un accent privilégié mis sur quatre mondes : l'éducation au sens large, ses usagers, agents et donneurs d'ordre (6 contributions) ; les mouvements politiques (3 à 5 contributions selon les acceptions) ; l'usine (4 contributions) ; les professions artistiques (4 contributions). Un abord par des groupes restreints d'acteurs est nettement prédominant puisqu'il concerne au minimum les deux tiers des contributions. Autre trait distinctif, l'histoire intellectuelle de la période (en particulier celle des intellectuels de gauche) occupe une place particulièrement importante, puisqu'elle est abordée peu ou prou dans un gros tiers du volume.

De façon peut-être plus marquée que dans *68. Une Histoire collective*, une sympathie (ou empathie ?) envers l'objet général d'étude (et ses ramifications et émanations diverses) émane de la plupart des articles. Pourtant, il n'y a rien d'apologétique (comme dans *La Pensée anti-68* ou le récent pamphlet de F. Cusset) ni d'explicitement partisan. Il y va peut-être d'une gamme d'explicitations qui, dans leur attention minutieuse à des raisons d'agir ou des élaborations historiquement situées, expriment une dynamique de compréhension qui connote une posture favorable. Pourtant, l'écart culturel qui peut séparer certaines expérimentations (notamment certaines « *subversions pratiques* » des années 1970) de notre contemporain est particulièrement saisissant, que l'on pense à l'évocation par Julie Pagis d'une sortie scolaire de trois semaines dans les Pyrénées organisée par des éducateurs et parents en avril 1975⁹, ou à l'article d'Anne Simonin¹⁰, évoquant la figure de Tony Duvert, devenue avec les décennies encore plus sulfureuse qu'elle ne l'était à l'époque.

La variété des niveaux d'observation satisferait (au moins pour partie ?) les exigences formulées par M. Zancarini-Fournel dans son *Moment 68*. Certaines contributions étudient des conflits éminemment situés (Rhodiaceta, Sochaux) ou des cas d'espèce (les « *transformations de la discipline* » au lycée Henri-Poincaré à Nancy entre 1940 et 1970, l'expérience de l'école Vitruve en 1972-1975, les risques assumés et les stratégies de contournement développées par les éditions de Minuit pour publier un auteur « *clandestin* » et réfractaire aux « *bonnes mœurs* »). D'autres analysent des phénomènes de plus grande ampleur : trajectoires (l'anticolonialisme, les « *soixante-huitards ordinaires* », l'« *insubordination ouvrière* »), groupes évolutifs (gauchistes, paysans, journalistes, féministes), institutions (l'école, l'Église catholique — mais aussi l'État, en pointillés dans divers articles). Certaines enfin envisagent des processus d'ampleur nationale, qu'il s'agisse de prendre la mesure des Événements ou d'opérer un travail spécifiquement interprétatif.

C'est à ce dernier niveau sans doute que *Mai Juin 68* se distingue profondément de *68. Une Histoire collective* : l'ambition de livrer un faisceau d'interprétations — globales ou ponctuelles — de la dynamique dont mai-juin 68 serait l'acmé est le moteur implicite de l'ouvrage. Alors que la somme historienne visait explicitement une levée de l'intention herméneutique, conçue comme une hypothèque pesant sur la pluralité des âmes et cycles du « *moment* », ce travail-ci n'y renonce pas, sans doute parce qu'il manifeste une sensibilité (partiellement) théorisante, marque d'une autre forme d'inscription dans les sciences sociales.

L'introduction, intitulée « Crises du consentement et ruptures d'allégeance », due à B. Gobille, met déjà l'accent sur la question des conflits d'interprétation. Elle s'élève contre les « *appropriations* » dénuées de fondement empirique, en remobilisant au passage — au nom de l'histoire — des schèmes étrangers à la rationalité cause/conséquence, voire à toute rationalisation¹¹, non pas pour purger l'événement de toute dimension rationnelle, mais pour écarter les explications strictement exogènes, *ex-post* ou *ex-ante*, et mettre l'accent sur son auto-production partielle, son « *inouï* ». Loin de renoncer à l'effort de compréhension et d'interprétation, ce geste liminaire laisse le champ libre à une pluralité d'examen et de diagnostics, dont la synthèse sera l'une des ambitions d'un chapitre ultérieur, « La vocation

d'hétérodoxie » (cf. *infra*).

Une première clé d'importance est fournie par le chapitre de Dominique Memmi, « Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée » (p. 35-46) qui, au travers de l'exemple de la « *condition domestique* », suggère que la « *simple proximité physique avec le dominant, parce qu'elle dit la domination en même temps qu'elle la nie* » (p. 43) est devenue de plus en plus intolérable entre le début des années 1950 et la fin des années 1960. La portée de cette hypothèse d'anthropologie historique dépasse largement son cadre initial, puisqu'elle vise l'ensemble des relations de domination associées à une « *coprésence physique* » et leur redéploiement éventuel dans d'autres espaces sociaux. C'est une transformation dont la portée dépasse la séquence des « années 68 », mais qui entre en résonance avec elles (l'auteure parle de « *crystallisation* » et suggère une généralisation de l'aversion à l'occasion de la « *crise autour de Mai 68* »).

L'article de Bernard Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire dans les années 1960 », apporte une ligne interprétative dont la conclusion n'est pas moins décisive, mais spécifique à la position des étudiants dans les années 1960 dont il fait l'examen : « Rien n'est plus dangereux pour l'ordre social que ceux qui n'en ressentent pas la « nécessité » et en découvrent, à leur corps défendant, l'arbitraire, surtout quand ils ont, de surcroît, le désir et les ressources intellectuelles pour tenter d'en déchiffrer le texte, l'énergie créatrice et l'optimisme qu'autorise une période de croissance, et le nombre pour vouloir en écrire un autre. » (p. 73-74).

Le dispositif interprétatif trouve son centre dans le chapitre intitulé « La vocation d'hétérodoxie » (qui clôt la deuxième partie, p. 274-291), rédigé par B. Gobille, véritable point nodal du livre. Entre autres opérations, ce texte d'une maestria impressionnante se nourrit de l'ensemble des contributions et d'un vaste corpus extérieur pour réinterpréter, sur la base « *d'énoncés de mai-juin* », le sens et la portée de ce qui s'est joué en 68. D'emblée est posée la thèse que « [...] l'ensemble du travail critique auquel se livrent les nombreux univers professionnels mobilisés dans la crise, permet[...] de constater entre eux des passerelles, des hybridations, des transversalités qui font apparaître que quelque chose de commun se joue alors : une certaine façon d'être *hors la loi symbolique* et d'opposer au monde institué, c'est-à-dire à l'objectivité du monde social, une *dissidence symbolique*, une hétérodoxie questionnant l'arbitraire de l'ordre établi et les « évidences » sur lesquelles il repose. » (Gobille, 2008a, p. 274). Il en résulte une mise en cause généralisée de « la division verticale et horizontale du travail social qui hiérarchise les individus et les groupes, cantonne chacun à des fonctions, des places et des rôles prédéterminés, et compartimente les mondes sociaux » (*idem*).

La thèse n'est pas exactement inédite, puisqu'elle s'inscrit dans une chaîne inaugurée par les analyses à chaud de Michel de Certeau dans *La Prise de parole* (1968) et reprise à frais nouveaux dans les travaux de Kristin Ross. Si ces références sont parfaitement explicites, c'est la résonance qui leur est donnée qui frappe ici, aussi bien par la densité du matériel illustratif¹² que par l'examen des origines et des ressorts de l'allergie « soixante-huitarde » à toute naturalisation des ordres sociaux, voire à « *la certitude elle-même* » (*ibid.*, p. 282). Au-delà du seul examen de cette crise historique, le texte bascule insensiblement dans une réflexion sur l'effet miroir de Mai 68 sur les sciences sociales, comme symptôme historique d'une « *percée de la subjectivité* » irréductible à toute objectivation, et conjointement comme injonction à tenir ensemble projet explicatif structurel et sensibilité à la logique immanente à l'événement¹³ :

C'est à cette condition que l'on peut comprendre à la fois *le sol et l'envol* (Laignel-Lavastine, 1998), c'est-à-dire à la fois les racines historiques, sociologiques et biographiques de cette crise du consentement à l'ordre symbolique, et le fait qu'une fois advenue cette ouverture de la subjectivité, la dissidence symbolique vit sa vie propre et se déploie selon d'autres logiques et d'autres significations que celles qui l'ont fait naître — envol qui n'est pas sans rapport avec ce que l'historien américain de la Révolution française, Timothy Tackett, appelle le « devenir révolutionnaire ». Les sciences sociales n'ont pas affaire qu'à l'ordinaire du monde où « le mort saisit le vif » (Bourdieu, 1980), où les institutions précèdent l'individu, en délimitent le pensable et le possible, en façonnent la destinée ; elles ont affaire aussi avec ces moments critiques où le vif saisit le mort à son tour et où commence le travail propre de la dissidence. (Gobille, 2008a, p. 287)

Si le propos est intellectuellement très séduisant, il s'inscrit néanmoins dans un dispositif qui conduit à minorer l'inscription fréquemment collective des « *dissidences* », selon des modalités qui ne se laissent pas forcément réduire à une « *ouverture de la subjectivité* » de collections d'« *individus* ». Bien d'autres « *énonciations de mai* » ou d'expériences explicitement inscrites dans son sillage révéleraient une aspiration (contradictoire ? complémentaire ?) à faire advenir au contraire des réalisations collectives, aspiration parfois à de nouvelles objectivités — soit par un processus (éventuellement anonyme) de collation/révélation (une certaine idée du *happening*¹⁴), soit par des procédures de codification¹⁵. Dans certains champs de pratique, en somme, certaines conséquences de la « *vocation d'hétérodoxie* » seraient sans doute à considérer autrement.

Il y va peut-être de l'endroit d'où l'on parle : les recherches de B. Gobille se sont développées à partir d'une thèse sur les « *régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai 68* » (Gobille, 2003), population sensible à « *l'imaginaire de l'individu libre et sans attaches* » (Gobille, 2008a, p. 279) et à une « *vision de la créativité* » (*idem*, p. 280) enracinée dans une *niche écologique* (Hacking, 2002) dont les valeurs étaient assez homogènes en la matière. Certaines pratiques savantes des sciences humaines de la période exemplifieraient sans doute en partie une aspiration différente : une méfiance sinon une aversion pour le « *subjectif* » (incarnation de valeurs bourgeoises ?) débouchant sur une *soif d'objectivité*, une aspiration à la recherche collective, etc., congruentes avec un horizon marxiste.

En définitive, au terme des circuits longs qu'inspire la lecture de travaux aussi denses qu'imposants, par une « *ruse de la raison* » que ne renieraient pas les pamphlétaires, des effets d'écriture peuvent restaurer à propos de 68, à la marge ou dans des strates plus profondes, des schèmes — l'*individu* ou la *subjectivité* — qui doivent énormément à la vulgate. Épiphénomène ou rémanence difficile à juguler ? C'est une équivoque qui de toutes façons n'apparaît pas en première intention, dans des livres très amples dont la lecture cursive produirait un usage surtout narratif. D'où la nécessité, aussi, de *vulgariser* dans des proportions plus restreintes.

Vulgariser ou revigorer ?

Dans la déferlante d'ouvrages publiés pour les quarante ans des « événements » de Mai 68, il était sans doute de toutes façons difficile pour un lecteur peu au fait du sujet de s'y retrouver, entre les gros volumes collectifs, les livres d'images, les rééditions, les essais et pamphlets... Hors des opuscules journalistiques, il existait jusque là très peu d'ouvrages de vulgarisation tenant compte de la production universitaire, sinon le *Mai 68 jour et nuit* de Christine Fauré, paru il y a dix ans dans la collection « Découvertes histoire » des éditions Gallimard. Deux tentatives, l'une très historienne, l'autre éminemment spécialisée, sont évoquées ici pour leur potentiel de rafraîchissement d'une vulgarisation savante de 68.

Retour aux sources

Mai 68 dans le texte d'Emmanuelle Loyer propose une revisite des Événements à travers divers textes « *tous écrits, à quelques exceptions près, en mai, juin ou juillet 1968, en s'interdisant le recours aux mémoires, témoignages et autres écrits a posteriori* » (« Présentation », p. 8). Le dispositif rappelle celui de l'ancienne collection « Archives » de Gallimard davantage que celui d'une anthologie standard : un propos général qui incorpore les documents selon un mode plus proche de la forme récit que du feuilleté d'extraits précédés par des chapeaux introductifs. La présentation des documents n'en est pas pour autant négligée, mais elle advient dans une dynamique discursive globale plutôt que par segmentation et suspens spécifique de l'archive. Le procédé assure une fluidité maximale à l'ouvrage et déjoue les effets scolaires du recueil traditionnel. Il permet de tableur sur un lectorat plus large que le public étudiant et offre une alternative à des narrations indirectes qui ne bénéficient pas de la même « fraîcheur » de matériel. Le dispositif éditorial est complété par un système de notes (de fin de volume) qui renvoient à la littérature savante, de même qu'une brève bibliographie.

La première partie « reprend en charge [...] le nécessaire récit, jour après jour et parfois même heure après heure, des événements imprévisibles du mois de mai » (p. 10), avec tout de même trente pages de prémices, esquissant une « proto-histoire de Mai » (p. 32) — soit certaines de ses filiations sociales, intellectuelles et politiques. La deuxième partie, reprenant la formule de Sartre, « l’extension du champ des possibles », est une déclinaison thématique, avec ses *topoi* attendus, « coupes transversales à travers quelques milieux » : « L’Université critique », « Les usines occupées », « La grande palabre culturelle », et un dernier qui l’est moins (au-delà de son titre, « Des formes politiques nouvelles »), mettant en valeur la réflexion immédiate des pratiques. Enfin, un « Épilogue » donne à lire « trois textes très fins et peu connus, qui montrent ce que Mai 68 est devenu quelques mois plus tard, pour quelques esprits éclairés, spectateurs empathiques autant qu’acteurs » (Roland Barthes, Michel de Certeau et Pierre Vidal-Naquet) et « expriment, en filigrane, l’effet-boomerang de la contestation sur les disciplines du savoir » (p. 305).

Le tract, évidemment incontournable pour un tel sujet, est la principale archive collationnée. On trouve aussi dans l’ouvrage des transcriptions de débats, des articles de journaux, des discours d’hommes politiques, des communiqués, enfin de rares extraits de livres. Quelques cartes et caricatures d’époque sont parcimonieusement distribués au milieu des textes, dans une logique de sens autonome, qui en fait des pièces de statut équivalent et non des documents annexés à tel ou tel texte. Deux séquences (p. 288-292) listent un échantillon de slogans, « formes signifiant pleinement le mouvement » (p. 287) dont la présence est sans doute un passage obligé¹⁶ mais revêt ici l’étrange fonction d’herbier pour des formules, orales ou graffiti, dont ne subsiste que l’effet (humoristique, provoquant, aphoristique, agressif...).

L’auteure s’interroge sur l’effet de ces paroles après quatre décennies : « Elles résonnent pour nous, quarante ans plus tard, d’une façon bizarrement proche et lointaine. » (p. 9) Mais « à bien tendre l’oreille, c’est le sentiment de la distance qui prévaut, de l’étrangeté des voix, de la langue, des références. » (*Idem*). Et de pointer les manifestations d’une culture politique intense, prioritaire, qui s’est largement évanouie. Ce faisant, elle abonde la thèse encore minoritaire (sauf pour les praticiens de la période ?) de l’éloignement : au-delà des similarités de façade et des héritages présumés, l’archive des « années 68 » (pour élargir la focale) donne souvent à voir (et à entendre) une altérité d’autant plus sidérante qu’elle émane d’un « moment » supposément familier et (presque) contigu. Pour E. Loyer, en tout cas, cette intrication du proche et du lointain a une conséquence positive : « c’est peut-être la bonne temporalité pour faire de l’histoire ». On peut penser que les éditeurs qui ont confié à B. Gobille la rédaction d’un manuel dans une collection typique de premier cycle universitaire partageaient cet optimisme.

Condensations

Le petit ouvrage que Boris Gobille a publié en mars 2008 dans la collection « Repères » des éditions de la Découverte a pour ambition de fournir une synthèse accessible de l’ensemble des travaux universitaires antérieurs à 2008 et de l’expérience ayant débouché conjointement sur *Mai Juin 68* (cf. supra). Pour qui ignorerait que l’auteur est politiste à la base, cette synthèse est la défense et illustration d’une interdisciplinarité épanouie, se jouant des carcans disciplinaires et nous proposant une mise au point historiquement et sociologiquement impeccable. On y trouvera également la chronologie de rigueur, une très utile liste des abréviations et sigles qui avaient cours alors (ceux précisément qui suscitent un sentiment d’« étrangeté » chez E. Loyer) et une bibliographie à jour.

Découpé selon une double articulation chronologique et « sectorielle », le livre se compose de quatre parties (« le mouvement étudiant » / « le mai-juin des ouvriers » / « la généralisation du mouvement » / « Face au défi : forces de l’ordre, gouvernement et organisations politiques institutionnelles »). En cela, il illustre la « socio-histoire du temps court » défendue dans un article programmatique (Gobille, 2008b) sans doute rédigé dans une même séquence de travail, et notamment l’idée d’une « dynamique de déssectorisation [des luttes] » (*idem*, en particulier p. 326-332) à la fois conjoncturelle et structurelle, dont les ressorts et modalités¹⁷ demandent un examen détaillé. Ce manuel est particulièrement éclairant et synthétique sur des dimensions de mai-68 qui

sont négligées par la vulgate : les formes anciennes et nouvelles de l'« *insubordination ouvrière* »¹⁸ ; les innombrables mobilisations professionnelles (médecins, architectes, magistrats, artistes, etc.) ; la complexe réaction des autorités, en deçà des mobilisations massives qui ferment le ban de la période. Il revisite aussi les thèmes interprétatifs (la « *prise de parole* », le « *rire de Mai* ») à l'aune de travaux récents.

Exit les considérations invérifiables sur les « *effets* » sociaux à long terme de Mai 68, repensée la situation des leaders étudiants par rapport à des collectifs d'action, restaurée la place des villes et usines de province par rapport à la figure trop impérieuse de Paris et du quartier latin, etc. : une purge empirique est opérée point par point. Par sa grande rigueur et l'ampleur de son information, autant que par des positions explicites dirigées contre les « *réécritures* » des « *commentateurs* » (p. 5), cet ouvrage cherche à contrebalancer à l'intention du grand public les stéréotypes et idées reçues sur le sujet, dans un geste tout à la fois global et de détail. Il se revendique pour ce faire d'un « *parti pris du réalisme* » inspiré par Bernard Lacroix (1986), qui ici vise davantage à épingleur une certaine propension à juger sans base empirique qu'à exprimer un positionnement dans le débat philosophique. L'extrême densité de son propos va peut-être un peu à l'encontre d'une lecture cursive, telle que rendue possible par certains textes de 68. *Une Histoire collective*. Mais on peut imaginer que le format de la collection a imposé une forme de condensation dont seule une analyse de réception pourrait évaluer l'impact.

*
* *

Au terme de cet examen d'un segment limité et spécifique de la production récente sur Mai 68, l'effort pour « refroidir » l'objet apparaît dans toute son ambiguïté : à la fois impressionnant par son volume et sa diversité, la richesse des recherches qui le sous-tendent, le degré d'élaboration des investigations et des analyses, mais aussi profondément en sympathie avec lui. Les travaux savants français ont eu en 2008 cette caractéristique dominante, qui contraste avec des « *regards extérieurs* » davantage critiques, voire hostiles, si l'on en croit Bénédicte Delorme-Montini (2008). Cette aménité fait aussi rupture avec une certaine « tradition » sociologique, au demeurant très diversifiée politiquement (Boudon, 1969 ; Bourdieu¹⁹, 1984 ; Le Goff, 1998) : explicitement parfois (Zancarini-Fournel, 2008 à la suite de Ross, 2005) mais surtout implicitement, par l'abandon d'un régime d'explication monocausal au profit de bilans mosaïques.

Pour autant, comme on aura pu le constater, les sciences sociales n'ont pas abandonné le terrain au seul profit de l'une d'entre elles — l'histoire. Leur abord s'est en revanche largement historicisé, rendant possible des phénomènes de capillarité et de circulation des spécialistes qui transgressent les rigidités disciplinaires — pas complètement toutefois, puisque de légers antagonismes se laissent deviner, qu'il ne faudrait pas non plus exacerber²⁰. Un rejet assez partagé des thèses interprétatives et une insistance sur la diversité irréductible de l'objet, justiciable de récits hétérogènes, aboutissent à une fragmentation en archipel des connaissances — dont il est très difficile de faire une lecture unitaire, sauf exception.

Cette vaste mobilisation aura largement laissé en chantier l'une des énigmes majeures de Mai 68 : ses supposés « *effets* ». Si souvent discutés, ils sont dans le meilleur des cas postulés par le continuum biographique d'acteurs individuels qui dans la période qui suit immédiatement les Événements se sont concentrés sur un univers d'appartenance préalable ou ont investi de nouveaux espaces de pratique. Sinon, un savoir tacite identifie dans une vaste gamme d'expériences postérieures des rémanences rarement explicitées comme telles, « *subversions en pratique* » au demeurant convaincantes, « *utopies* » plus générales, sans parler des nombreuses ruptures sectorielles qualifiées par un *air de famille* et une position chronologique postérieure (des acteurs individuels ayant « fait » Mai 68 étant la cerise sur le gâteau). Seuls les travaux récents de Julie Pagis sur les « *Incidences de Mai 68* » dans les itinéraires de scolarisation de familles « soixante-huitardes » ou de Liora Israël sur la recomposition du champ juridique²¹ s'affrontent à cette question sans l'é luder. En revanche, la question n'a pas de statut théorique, alors même que le

spectre des effets supposés est quasi universel dans la société française.

L'une des pistes envisageables pour poser la question à frais nouveaux consisterait peut-être à prendre au sérieux les incantations qui viennent sous la plume de certains (cf. supra) : si la chronologie est une sorte de passage obligé, la géographie — générale ou sectorielle — des Événements demeure largement dans les limbes, sinon comme collection de cas égrenant le territoire français. Dans la gamme des interrogations géographiques, nul doute que les *effets de lieu* auraient leur importance, autant du fait des innombrables idiosyncrasies locales de la contestation que par la capacité des établissements (usines, écoles, institutions) à transmettre une mémoire (objectivée ou non). On pourrait envisager aussi une lecture inspirée des travaux de Bernard Debarbieux (1995, 1996)²² réfléchissant aux diverses modalités par lesquelles les lieux incarnent un référentiel (territorial initialement). Les types de lieux qu'il distingue aideraient à penser des modalités différentes de rejeu social ultérieur de Mai 68 : simples emblèmes (Nanterre ?), lieux de réinvestissement (l'usine Lip ? le Larzac ? Vincennes ?) ou lieux disséminés où se reproduisent des pratiques contestataires (la communauté ? l'usine occupée ?). D'une manière générale, on peut avoir l'intuition que les « effets » supposés de 68 passent en partie par une pérennisation locale de pratiques, expériences partagées, etc., ou leur institution dans des projets hétérotopiques visant à s'extraire des lieux, pratiques, fonctionnements pré-existants.

À une autre échelle, la question de la différenciation spatiale des phénomènes contestataires (en fonction de l'espace urbain ou de toute autre différenciation de l'espace français) mériterait au minimum d'être explorée, de même que les interactions et phénomènes de diffusion entre lieux de contestation. Sans cela, le répertoire spatial de l'enquête n'est qu'une invocation rhétorique. Quant au « *changement d'échelle* » d'observation, il peut difficilement se concevoir comme un outil comparatif (la comparaison nécessitant des objets commensurables et par conséquent construits empiriquement sur une base équi-scalaire), mais plutôt comme un moyen d'observer des articulations, des relations tout/parties, ou au contraire des déphasages — à condition d'être davantage qu'une injonction méthodologique...

La géographie de mai n'est pas le seul angle aveugle de l'objet. Force est de constater que deux pôles du spectre contestataire ont concentré l'essentiel des recherches : le monde ouvrier (et dans une moindre mesure la paysannerie) et leurs émanations d'une part, les intellectuels, et le monde artistique en particulier, d'autre part. Pourtant, il ne fait pas de doute que les classes moyennes — quel que soit le flou de cette terminologie —, poursuivant leur expansion spectaculaire durant les « années 1968 », ont participé à l'Événement. Leur invisibilité ou leur neutralité, immédiate ou rétrospective, est-elle seulement une conséquence de la grossièreté de la catégorie ou faut-il y lire une forme de refoulé à la fois social et cognitif ?

Enfin, une hypothèse, souvent formulée et rarement travaillée, engage ce que Mai 68 a fait aux sciences et à la connaissance en général. Contre l'idée d'une logique autonome du cognitif, la question se pose tout particulièrement à propos d'un événement mettant en cause « *l'objectivité du monde social* » et « *questionnant l'arbitraire de l'ordre établi et les « évidences » sur lesquelles il repose* » (cf. Gobille, supra). Des témoignages anciens (Lévy-Leblond, 1981) ou récents (Boltanski, 2008) on insisté sur « *l'effet-boomerang de la contestation sur les disciplines du savoir* » (cf. Loyer, supra) pour des domaines extrêmement divers (et parfois surprenant). Une table-ronde de l'IHTP coordonnée par Michael Pollak, « Mai 68 et les sciences sociales », s'était tenue le 10 juin 1988 (publiée dans Collectif, 1989), mais le sujet est demeuré en jachère pendant presque une vingtaine d'années, laissant la place à un usage souvent peu réflexif de la date « 1968 » dans des histoires disciplinaires. Un colloque de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH) « Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ? » (Paris, 10-12 septembre 2008)²³ s'est proposé de reprendre le fil de la réflexion, dans une perspective d'histoire interdisciplinaire des sciences sociales dans les années 1960-1970. On en espère des résultats significatifs dans les années à venir.

Textes cités

- ARON, R., 1968, *La révolution introuvable*, Fayard.
- BLAIS, H., 2009, « Coloniser l'espace : territoires, identité, spatialité », *Genèses*, n° 74, p. 145-159.
- BOLTANSKI, L., 2008, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis.
- BOUDON, R., 1969, « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales ESC*, 24-3, p. 738-764.
- BOURDIEU, P., 1980, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, p. 3-14.
- BOURDIEU, P., 1984, *Homo Academicus*, Minuit, « Le Sens commun ».
- BRILLANT, B., 2003, *Les Clercs de 68*, PUF, « Le Nœud gordien ».
- COHN-BENDIT, D., 1975, *Le Grand Bazar*, Belfond.
- COLLECTIF, 1989, « Mai 68 et les sciences sociales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 11, CNRS, avril 1989.
- CUSSET, F., 2008, *Contre-discours de Mai. Ce qu'embaumeurs et fossoyeurs de 68 ne disent pas à ses héritiers*, Actes Sud, « Questions de société ».
- DE CERTEAU, M., 1968, *La prise de parole*, Le Seuil ; rééd. coll. « Points Essais », 1994.
- DEBARBIEUX, B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, n°2-1995, p. 97-112.
- DEBARBIEUX, B., 1996, « Le lieu, fragment et symbole du territoire », *Espaces et Sociétés*, n°82-83, p. 13-35.
- DEBRAY, R., 1978, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, François Maspero.
- DEBRAY, R., 2008, *Mai 68 une contre-révolution réussie*, Mille et une nuits, « essai » (réédition — annotée et débarrassée de ses références à l'URSS — de Debray, 1978).
- DELORME-MONTINI, B., 2008, « Regards extérieurs sur 1968. Polymorphie d'un objet d'histoire embryonnaire », *Le Débat*, n° 149, mars-avril 2008, p. 66-82.
- DRESSEN, M., 2000, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Belin, « Histoire et société ».
- DREYFUS-ARMAND, G., FRANK, R., LEVY, M.-F., ZANCARINI-FOURNEL, M., dir., 2000, *Les Années 68. Le temps de la contestation*, éditions Complexe ; rééd. Complexe, coll. « Historiques » (poche), 2008.
- FERRY, L. et RENAUT, A., 1985, *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Gallimard.
- GOBILLE, B., 2003, *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai 68*, thèse pour le doctorat de sciences sociales, École des hautes études en sciences sociales.
- GOBILLE, B., 2008a, « La vocation d'hétérodoxie », dans D. Damamme *et alii*, *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 274-291.
- GOBILLE, B., 2008b, « L'Événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales HSS*, LXIII, n° 2, mars-avril 2008, p. 321-349.
- GOBILLE, B., 2008c, *Mai 68*, La découverte, « Repères histoire ».
- GODARD, P., 2008, *Mai 68. Soyons réalistes, demandons l'impossible*, Syros, « Les documents ».
- GRIMPRET, M. et DELSOL, C., dir., 2008, *Liquider Mai 68 ?*, Presses de la renaissance.
- GRUEL, L., 2004, *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Le sens social ».
- GUILLEBAUD, J.-C., 1978, *Les Années orphelines*, Le Seuil.
- HACKING, I., 2002, *Les Fous voyageurs* [trad. F. Bouillot], Paris, Le Seuil, « Les empêcheurs de penser en rond ».
- HAMON, H. & ROTMAN, P., 1987-1988, *Génération*, t. 1, *Les Années de rêve*, Le Seuil, 1987 et t. 2, *Les Années de poudre*, Le Seuil, 1988.
- HOCQUENGHEM, G., 1986, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Albin Michel.
- JACOB, C., dir., 2007, *Lieux de savoir. 1 Espaces et communautés*, Albin Michel, « Sciences humaines ».

- LACROIX, B., 1986, « À contre-courant : le parti-pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, p. 117-127.
- LAIGNEL-LAVASTINE, A., 1998, *Jan Patočka. L'Esprit de la dissidence*, Paris, Michalon.
- LE GOFF, J.-P., 1998, *Mai-68, l'héritage impossible*, La Découverte, « cahiers libres » ; rééd. La Découverte poche 2006.
- LEVY-LEBLOND, J.-M., 1981, *L'Esprit de sel*, Fayard.
- MOURIAUX, R., PERCHERON, A., PROST, A., TARTAKOWSKY, D., 1992, *1968. Exploration du mai français* [colloque CEVIPOF/CRHMSS 24-25 nov. 1988], L'Harmattan, « Logiques sociales », 2 vol.
- PORHEL, V., 2008, *Ouvriers bretons : conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, PUR.
- RIOUX, Jean-Pierre, 2008, « Quarante ans de commémorations », *Le Débat*, n° 149, mars-avril 2008, p. 4-18.
- ROSS, K., 2005, *Mai 68 et ses vies ultérieures* [trad. : A.-L. Vignault], éditions Complexe/ Le monde diplomatique.
- VIGNA, X., *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de rennes, « Histoire », 2007.
- VIOLEAU, J.-L., 2005, *Les architectes et mai 68*, Paris, éditions Recherches, 477 p.

¹ Pourtant, à ne considérer que cette dimension commémorative, on risque de passer à côté des principaux jalons d'une réflexion, par ailleurs fortement tributaire d'agendas socio-politiques (comme les diatribes sarkozystes de la campagne électorale de 2007), mais qui a aussi des inflexions spécifiques. Après tout, l'un des livres décisifs pour tourner la page de la vulgate héritée des années 1980, *Mai 68 et ses vies ultérieures* de Kristin Ross, est paru en français dans un creux de l'actualité soixante-huitarde, en 2005. Or, toutes proportions gardées, ce regard de l'étranger a amorcé un travail correcteur qui rappelle l'effet de *La France de Vichy* de Robert Paxton.

² Dans cette catégorie, on trouve aussi bien des pamphlets, à l'image de *Liquider Mai 68 ?* dirigé par M. Grimpert et C. Delsol (décrypté dans un article en ligne : <http://esprit-critique.over-blog.fr/article-22603645.html>), que des « contre-discours » apologétiques (Cusset, 2008). Dans les deux cas, l'incurie empirique le dispute à la désinvolture référentielle, dans un exercice d'arraisonnement symbolique qui en dit davantage sur le présent du coup éditorial que sur l'objet visé. Déjà, la *Modeste contribution* de Régis Debray (1978) était d'abord et avant tout une radiographie de la France giscardienne, et une étrange prophétie sur celle de 2008 — ce que son auteur reconnaît dans l'avant-propos de la réédition de 2008 au motif de « l'incongruité » : « Elle a plutôt gagné que perdu en actualité, ce dont je suis bien le dernier à me réjouir » (Debray, 2008 : 9)

³ Du côté des historiens et des politistes, le colloque « Acteurs et terrains du Mai français » (1988), dont procède le livre en deux tomes *1968. Exploration du mai français* (Mouriaux et alii, 1992), est à l'origine d'une ouverture résolue et durable vers l'histoire ouvrière et provinciale du « mai français », orientation prolongée par le séminaire de l'IHTP (1994-1998), « Les années 68 ».

⁴ La bibliographie reprend celles qui ont été publiées — Dressen (2000), Brillant (2003), Violeau (2005), Vigna (2007), Porhel (2008) — mais aussi celle de Boris Gobille (2003), hélas inédite. Il faudrait également signaler le travail de Julie Pagis, *Mai 68 en héritage. Incidences de Mai 68 sur les trajectoires et les dispositions d'une partie des acteurs et de leurs héritiers* (EHESS, 2008).

⁵ Dans *La rébellion de 68. Une relecture sociologique* (2004), Louis Gruel a entrepris de démonter pied à pied « les théories de R. Boudon et P. Bourdieu », associées au motif qu'elles « sont exceptionnellement convergentes » car partageant « la thèse selon laquelle la dévaluation des diplômes aurait joué un rôle déterminant dans la crise universitaire » (Gruel, 2004 : 12).

⁶ <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=248>. Extrait d'une tribune parue dans la *Revue internationale des livres et des idées*, n° 5.

⁷ Dans la *Revue internationale des livres et des idées* (<http://revuedeslivres.net/articles.php?id=205>), Xavier Vigna s'est essayé avec brio à un exercice de recension de ces deux « sommes » à contributeurs multiples, examinées ci-après.

⁸ Elle a donné lieu à de nombreux comptes rendus, certains étant disponibles en ligne : *Histoire@politique* (n° 3, nov.-déc. 2007) et *Le Mouvement social* (n° 223, avril-juin 2008).

⁹ Cf. sa contribution, « Déscolarisons l'école », p. 370-382, notamment p. 373-375.

¹⁰ « L'écrivain, l'éditeur et les mauvaises mœurs », p. 411-425.

¹¹ En mettant l'accent sur la « rupture d'intelligibilité » créée par l'épisode 68, pensée dans le sillage des théories de l'événement social développées par Timothy Tackett, Michel Dobry, ou Alban Bensa et Éric Fassin.

¹² Outre la question complexe et très débattue de la « jonction ouvriers-étudiants », B. Gobille retravaille deux autres exemples de mondes où l'ordonnement immuable des places est remis en question : l'Église catholique et la médecine.

¹³ Thèse davantage développée (et illustrée) dans un autre article publié par B. Gobille en 2008 : « L'Événement Mai

68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales HSS*, LXIII, n° 2, mars-avril 2008, p. 321-349.

¹⁴ Objectivation sous forme de happening présente notamment dans les expériences de recherche menées dans les débuts des *Actes de la recherche en sciences sociales*, telles que décrites par Luc Boltanski dans *Rendre la réalité inacceptable À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis, 2008.

¹⁵ Simple coïncidence ou résonance plus intime, de nombreux scientifiques, par ailleurs marqués par l'expérience de mai 68, ont exprimé (souvent collectivement) un fort tropisme pour le développement des langages formels et les tentatives d'axiomatisation dans les années 1970. La recherche de nouveaux régimes d'objectivation, dans ce cas d'espèce on ne peut plus singulier, ne doit en aucun cas être plié à une quelconque « illusion étiologique ». En revanche, il suggère *a minima* une humeur qui dissonne au regard du diagnostic de Boris Gobille.

¹⁶ Dans un livre insolite paru lui aussi en 2008, *Mai 68. La Philosophie est dans la rue*, Vincent Cespedes s'inspire des mêmes slogans et de la « pensée d'Henri Lefebvre » pour faire de « Mai » « comme un système philosophique « grandeur nature », capable de nous faire accéder à une autre expérience du monde et de nous-mêmes » (p. 23). Ce texte est un symptôme — plutôt mieux documenté que d'autres — des opérations de réappropriation symbolique les plus contemporaines.

¹⁷ « Le travail symbolique en conjoncture de crise est, plus encore peut-être que dans les mobilisations « ordinaires » un *processus*. C'est en situation que se découvre la « transférabilité » de certaines visions du monde hors de leur milieu d'incubation, que les visions du monde s'hybrident, et que les groupes eux-mêmes œuvrent à élargir leurs cadrages des causes et des injustices, pour les rendre aptes à des appropriations diverses de la part d'autres acteurs dont le soutien est recherché, appropriations, bricolages et braconnages pouvant aller jusqu'à l'entente dans le malentendu. Aussi est-ce bien souvent les schèmes les plus souples qui circulent le mieux, à l'image de la critique anti-autoritaire en mai-juin 1968, qui peut être considérée, à condition de ne pas la fossiliser en « idéologie », comme le cadre global (*master frame*) assurant la connexion la plus grande entre secteurs en lutte. » Extrait de Gobille, 2008b, p. 327.

¹⁸ Les travaux de Xavier Vigna sont repris d'une façon qui a suscité l'approbation de leur auteur (cf. supra note 7).

¹⁹ La posture de Pierre Bourdieu fut toutefois beaucoup plus nuancée dans le détail que ne le laisseraient penser certaines analyses de *Homo Academicus*, comme le rappelle L. Boltanski dans *Rendre la réalité inacceptable* (2008), livre-compagnon à la réédition d'un article paru dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* en 1976 et co-signé par P. Bourdieu et L. Boltanski, « La Production de l'idéologie dominante » (chez Demopolis et Raisons d'agir).

²⁰ Un examen élargi aux manifestations scientifiques s'étant déroulées en 2008 aurait sans doute atténué la portée de ceux-ci en montrant un ample brassage. Il aurait également confirmé que le réinvestissement savant, à défaut d'être totalement accompli au détriment de la vulgate, est en plein essor, malgré des signes précoces de saturation, induite par un nombre élevé de manifestations.

²¹ On en trouve une ébauche dans l'article qu'elle a donné au volume 68. *Une Histoire collective [1962-1981]* : « Le 68 des juristes : défense, revendication, organisation (1968-1974) », p. 583-591.

²² La typologie proposée par B. Debarbieux vise à distinguer plusieurs modalités d'incarnation d'un territoire — ou d'un Événement dans l'extension qui est esquissée ici — par un lieu : le lieu attribut *incarne* par fonction synecdochique simple (comme raccourci : la tour Eiffel pour Paris ou la France), tandis que le lieu de condensation implique une pratique (socialisée) du lieu par laquelle on se positionne par rapport aux valeurs qu'il incarne ou au territoire qu'il représente (Washington comme siège de la démocratie américaine). Enfin, le lieu générique est une représentation allégorique qui est supposée tisser le territoire, telle la digue en Hollande ou le « *village groupé* », en France, « *image de la cohésion sociale que la nation aime à se donner d'elle-même* » (Debarbieux, 1995 : 99)

²³ Coordonné par Bertrand Müller et l'auteur de la présente note critique.